



**PROMOTION DU DIALOGUE INCLUSIF & DURABLE EN GUINEE (PRODID-G)
FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX
RAPPORT DESCRIPTIF ANNUEL SUR
L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME¹**

1^{er} JANVIER – 31 DECEMBRE 2010

Intitulé du Programme & référence

- Intitulé du Programme: Projet de Promotion du Dialogue Inclusif et Durable en Guinée
- Réf. du Programme:
- Réf. Atlas/MDTF: 00071995

Pays, Localité, Secteur/Thème(s) du Programme²

Guinée Conakry/ Dialogue Inclusif et Durable

Organisations participantes

- *PNUD*
- *BIT*

Partenaires de mise en œuvre

- Search for Common Ground
- IFES
- National Democratic Institute
- International Alert
- West African Network for Early Warning and Conflict Prevention
- ACORD
- Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne
- Réseau des Femmes du Fleuve Mano

Budget du Programme (US\$)

Contribution du Fonds:

- ~~1.100.067 USD~~

Contribution de(s) agence(s):

- *le cas échéant, par agence*

Contribution du Gouvernement:

- *Mise à disposition de 3 cadres pour le suivi des différentes composantes du programme*

Autres Contributions [donateur(s)]:

- *(le cas échéant)*

Durée du Programme (mois)

Durée totale: 24 mois

Date de démarrage³: Octobre 2009

Date de clôture: 31 décembre 2011
(ou date révisée, le cas échéant):

Date de clôture opérationnelle⁴: 31 décembre 2011

Date prévisionnelle de clôture financière: Mars 2012

¹ Le terme “programme” est utilisé pour les projets, programmes et programmes conjoints.

² Indiquer le domaine prioritaire pour le Fonds de Consolidation de la Paix (FCP) ; le Secteur pour le Fonds fiduciaire pour l'Iraq du GNUD.

³ La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du MDTF Office en tant qu'Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du MDTF Office ([MDTF Office GATEWAY](#)).

⁴ Concerne les activités du programme complétées par l'organisation participante responsable. Les agences concernées doivent en informer le MDTF Office.

TOTAL: 1.100.067 USD

Evaluation du Programme

Evaluation complétée – (à joindre le cas échéant)

Oui Non Date: _____

Evaluation à mi-parcours – (à joindre le cas échéant)

Oui Non Date: _____

Soumis par:

- Nom: Adama-Dian Barry
- Titre: Chargée de programme PNUD
- Organisation participante (“Lead Agency”): PNUD
- Adresse e-mail: Adama.dian.barry@undp.org

I. OBJECTIFS

- Le Projet de Dialogue Inclusif et Durable en Guinée vise l'établissement et le renforcement des cadres de dialogue comme moyen pacifique de résolution des conflits, et de prévention des crises. Durant la première phase du projet, la stratégie est de susciter un cadre propice à une transition paisible en Guinée à travers des actions d'apaisement social, et d'appui au rétablissement des institutions démocratiques.
- De manière plus spécifique le projet vise: l'apaisement social, le renforcement des capacités des acteurs au dialogue, l'animation de concertations et la formulation d'un programme national de réconciliation

II. RESSOURCES

- Le budget initial du projet était de 1.100.067 USD dont 50.000 USD pour le BIT
- En janvier 2010, le PBF SO a validé une augmentation de 100.000 USD au budget du BIT, portant à 150.000 USD l'enveloppe à exécuter par cette agence
- En août 2010, le PBF SO a validé un montant additionnel de 449.265 USD
- Le montant additionnel global validé par PBF SO est de 549.265 USD, portant le budget global du projet à 1.649.332 USD
- Le montant additionnel de 549.265 USD n'avait pas été reçu à la date du 31 décembre 2010
- Les dépenses au 31 décembre 2010 : 965 226 USD
- Le taux de décaissement : 95%

Ressources humaines:

- Personnel National: Un expert national et un assistant administratif et financier sont pris en charge par le projet
- Le PNUD contribue entre autre à travers la prise en charge d'un conseiller au programme spécialisé sur les questions de consolidation de la paix

III. ARRANGEMENTS DE GESTION ET SUIVI DU PROGRAMME

- Toutes les activités de ce projet ont été réalisées sous la coordination d'une petite unité de gestion du projet que le PNUD a mis en place et qui est composé de :
 - Un Expert National en Dialogue et consolidation de la paix
 - Un (e) Assistant (e) en gestion de projet.
 - Sous la coordination d'un conseiller au programme du PNUD
- L'unité a été responsabilisé sur la gestion du projet, l'appui technique et de la facilitation auprès des différents partenaires de réalisation. Elle a contribué également à toute la réflexion stratégique menée dans le cadre plus large du Plan prioritaire de consolidation de la paix en Guinée.
- Le PNUD à travailler en étroite collaboration avec le gouvernement pour assurer l'appropriation et la réussite de ce projet. Les différents départements ministériels impliqués dans le projet ont désigné un point focal du projet qui à faciliter l'organisation des dialogues à différents niveaux ainsi que tous les ministères impliqués.
- Les ONG partenaires d'exécution ont signé des Mémoires d'accord avec le PNUD, dans le cadre d'un plan d'action détaillé, budgétisé et assorti d'un plan de suivi-évaluation ;
- Un comité technique a été mis en place pour chaque composante spécifique du projet, composé Il va de l'expert du projet, le point focal du département ministériel de tutelle du projet (le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation), le point focal du département ministériel de suivi (en fonction de l'activité), l'ONGT partenaire et le conseiller au programme du PNUD. Les comités techniques se sont réunis à des fréquences mensuelles pour chaque activité du projet et ont permis de valider l'ensemble des outils développés, ainsi que les plan de travail. Ces comités ont également permis l'appropriation de la méthodologie et des résultats par le gouvernement.
- Le comité de pilotage du projet est celui du Plan Prioritaire de Consolidation de la Paix.

IV. RESULTATS

2010 a été une année électorale en Guinée, avec un forte polarisation identitaire qui risquait à tout moment de dégénérer. Sur la période considérée les activités du projet ont permis:

- ✓ L'apaisement des l'environnement sociopolitique pour la tenue d'élections apaisées, sans violence pré et post électorales.
- ✓ La restauration d'un climat propice à la coexistence pacifique des communautés en Guinée Forestière, région transfrontalière avec la Sierra Leone, le Libéria et la Côte d'Ivoire.
- ✓ La restauration d'un climat de confiance entre les différents acteurs de la transition, au lendemain des sinistres évènements du 28 septembre 2009.
- ✓ Globalement, sans la contribution de ce projet, la sensibilisation à grande échelle sur la coexistence pacifique, la promotion de la paix et l'unité nationale n'aurait pas pu se faire en Guinée. Les réalisations suivantes ont été accomplies:
 - Trois plateaux télévisés de jeunes, sages et représentants des Institutions de la République sur les messages de paix et de l'unité nationale et 105 spots et microprogrammes de sensibilisation à l'apaisement social sont réalisés et produits en français et dans 6 langues locales et diffusés à grande échelle;
 - Elaboration et vulgarisation d'un code de bonne conduite des média en période de transition
 - Formation d'un réseau de journalistes engagés pour la consolidation de la paix (promotion de medias de la paix au détriment de medias de la haine) et renforcement des capacités d'une quarantaine de journalistes membres ;
 - Elaboration et vulgarisation d'un manuel de formation sur les mécanismes locaux de prévention, de gestion et de résolution des conflits est élaboré et plus de 300 exemplaires sont distribués aux principaux acteurs de la vie nationale;
 - Formation d'au moins 2.200 acteurs clés de la société civile guinéenne (dont des jeunes, des femmes et des leaders religieux et communautaires) en prévention, gestion et résolution des conflits. Ces personnes sont désormais capables d'intervenir en qualité de personnes ressources au niveau de leur localités ;
 - Finalisation d'un rapport intermédiaire sur le processus de réconciliation nationale est en vue de la formulation d'un programme national de réconciliation. Le processus de formulation de ce rapport a permis de toucher plus d'un millier de guinéens de l'ensemble du territoire, dont des associations de victimes, des forces de défense et de sécurité, des membres de l'administration. Il a également permis de sensibiliser les hauts fonctionnaires des institutions républicaines (Conseil National de la Transition et Conseil Economique et Social) sur les modèles de réconciliation nationale du Togo, du Ghana, du Mali et du Bénin.
 - Une vaste sensibilisation s'est tenue autour du code de bonne conduite des partis politiques qui a été édité en plus de 200.000 exemplaires, dont dans les principales langues du pays. Des caravanes de vulgarisation des principes de conduites politiques ont été organisées dans les 33 préfectures du pays et à Conakry. 26 comités locaux de suivi du code des partis politiques ont été installés dans les préfectures en vue de veiller au respect de la charte par les leaders politiques, les militants et les populations ;
 - Plus de 200 jeunes militants des principales alliances politiques ont été sensibilisés durant la période de l'entre deux tour (à travers le code de bonne conduite des partis politiques,

mais également le protocole d'accord de Ouagadougou pour une campagne électorale apaisée).

✓ Partenariat :

- Ces différentes réalisations ont pu être menées grâce à l'expertise des différents partenaires de réalisation, qui ont eu à mener chacun une composante spécifique du projet comme suit :
 - IFES : activités de prévention de la violence électorale
 - NDI : activités de dialogue au niveau des partis politiques et du Conseil National de la Transition
 - Search for Common Ground : activités de renforcement des capacités des médias
 - WANEP/ACOR : activités de promotion des valeurs endogènes de prévention des conflits. Il faut signaler que ces deux ONG ont été encouragées à travailler en consortium
 - International Alert : Activité de Réconciliation Nationale
 - Réseau des Femmes du Fleuve Mano : activités d'apaisement communautaire dans la région de Nzérékoré
 - Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne : activités de renforcement des capacités de prévention des conflits au niveau du réseau de la société civile guinéenne.

- ✓ Questions transversales : La promotion du genre a été intégrée à travers des activités spécifiques de plaidoyer en faveur de la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), ainsi que la promotion du rôle des femmes dans la prévention et la résolution des conflits (conformément à la résolution 1325 AG NU). A cet égard, le projet a été étroitement articulé avec les interventions de BCPR, et a contribué à la prise en charge d'une experte internationale sur les VBG.

✓ Ecart dans l'atteinte des objectifs :

- compte tenu du contexte politique volatile qui a prévalu durant la période de transition en Guinée, certaines activités ont connu un retard dans leur finalisation, il s'agit de la formulation d'un programme national de réconciliation, et de la mise en place d'un cadre permanent de concertation tripartite avec les syndicats.
- En effet, le débat était prioritairement axé sur la conduite des élections dans un cadre apaisé, en vue de sortir le pays de la transition politique menée par les autorités militaires.
- En outre, face au prolongement de la période de l'entre-deux-tours qui a duré plus de 4 mois, il s'est avéré nécessaire de renforcer les activités de sensibilisation de proximité jusqu'en décembre 2010. Cependant, le projet étant initialement prévu pour s'achever en octobre, les financements n'étaient plus suffisants. Cela a conduit à finaliser en urgence un second plan d'action complémentaire avec le PBF SO, toutefois, à la fin de l'année, ces fonds n'avaient pas encore été mis à la disposition du bureau de pays. Cela a fortement contraint la mise en œuvre de certaines activités à la base.

✓ Perspectives :

- Finalisation du programme national de réconciliation
- Formalisation d'un cadre permanent de dialogue tripartite entre le patronat et le syndicat
- Renforcement des acquis au niveau des cadres de concertations et de prévention des conflits des partis politiques et de la société civile.

V. FUTUR PLAN DE TRAVAIL (le cas échéant)

PRODUITS ESCOMPTEES DU PROGRAMME PAYS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	CADRE CHRONOLOGIQUE			PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ				
		T1	T 2	T3		Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)	
Effet UNDAF : D'ici à 2011, les populations connaissent, expriment librement leurs droits, participent au processus démocratique et au développement socio-économique dans le cadre d'institutions consensuelles axées sur les résultats										
Stratégie de partenariat: Le projet DEX sera exécuté en partenariat avec les OSC et ONG et les projets PNUD sur le terrain.										
Autres partenaires : Autorités nationales et locales et OSC à l'intérieur du pays et dans la capitale, partis politiques, personnes ressources, partenaires bilatéraux, agences du SNU, secteur privé et compagnies minières.										
Mécanismes de suivi : réunions mensuelles de comités techniques, réunions statutaire de revues, rapportage, réunions de suivi des partenaires réunis au sein du Comité de pilotage rattaché au mécanisme de suivi évaluation des actions de consolidation de la paix établis par d'élaboration par l'UNCT et la Primature.										
<u>Reliquat 2010 à rephaser en 2011</u>										
1) Des cadres permanents de dialogue et de concertation sont renforcés	Restitution et mise à jour des recommandations des Journées Nationales de Dialogues de 2008	X	-	-	CES, <u>IFES</u>	30000	<u>PBF</u>	72100	10 000,00	
	Appui au maintien d'un espace de dialogue avec et entre les partis politiques (NDI)	X	-	-	MATAP, <u>NDI</u>	30000	<u>PBF</u>	72100	160 000,00	
	Appui à la dynamisation du dialogue tripartite gouvernement/patronat/syndicats	X	x	-	BIT	30000	<u>PBF</u>	72100	150 000,00	
2) Un programme national de réconciliation est élaboré et mis en oeuvre	Organisation de deux missions dans des pays ayant une expérience de réconciliation réussie	X			CES,CNT,Primature, <u>International Alert</u>	30000	<u>PBF</u>	72100	20 000,00	
	Organisation d'un atelier national de formulation du programme de réconciliation nationale	X	x		CES,CNT,Primature, <u>International Alert</u>	30000	<u>PBF</u>	72100	10 000,00	

3) Les capacités de négociation et de médiation des acteurs sont renforcées	Recrutement d'un expert pour renforcer le CNOSCG en gestion des conflits, techniques de négociation & médiation	X			PNUD, CNOSCG, WANEP	30000	PBF	72100	20 000,00
	Organisation conjointe d'un atelier national de capitalisation des expériences régionales de prévention des conflits	X			CNOSCG, Ministère décentralisation, WANEP/ACORD	30000	PBF	72100	
	Organisation de rencontres régionales de sensibilisation des sages sur leur rôle dans la préservation de la paix	X	X		CRS	30000	PBF	72100	45 000,00
	Consolidation des acquis des activités de renforcement des médias en période sensible	X			Serch for Common Ground, RTG, URTELGUI, Radios Rurales	30000	PBF	72100	20 000,00
4. Les questions relatives à la promotion de la femme sont intégrées dans les programmes des campagnes législatives	Prise en charge d'une expertise internationale sur les VBG	X			PNUD	30000	PBF	72100	40 000,00
5. Les acquis du Projet sont consolidés et intégrés dans le cadre de la révision du Plan Prioritaire et des interventions de consolidation de la paix en Guinée	Organisation d'un atelier de restitution des acquis du ProDID-G		X		PNUD	30000	PBF	72100	10 000,00
	Gestion des activités, suivi et capitalisation	X	X		PNUD	30000	PBF	72100	20 000,00
	Missions de suivi	X	X		PNUD, Points focaux	30000	PBF	72100	10 000,00
	Appui au fonctionnement du point focal	X			PNUD	30000	PBF	72100	5 000,00
TOTAL 2010 Rephasé en 2011									520.000

VI. EVALUATION EN FONCTION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

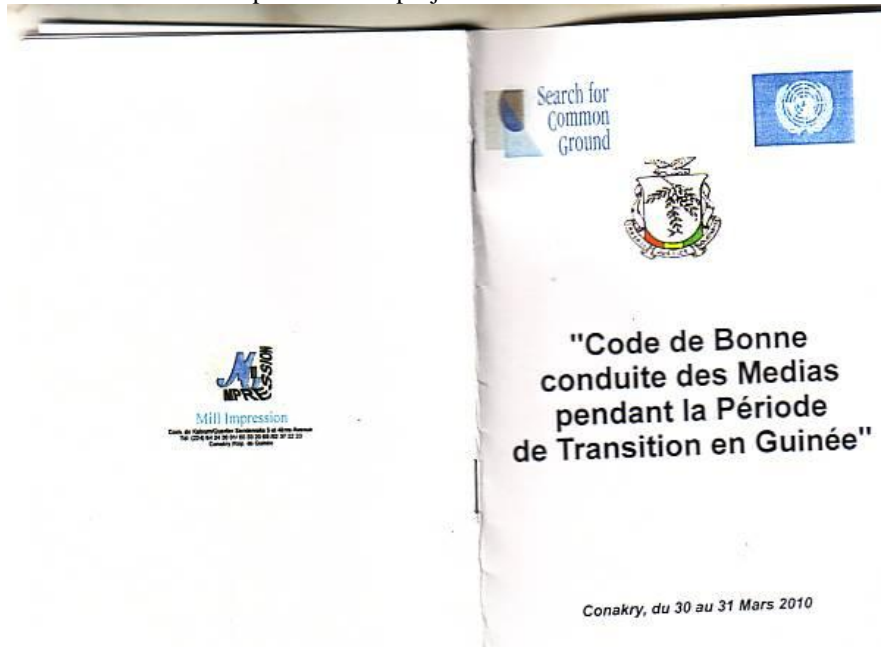
	Indicateurs de performance	Indicateurs de référence	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de verification	Commentaires éventuels
Résultat 1: Mise en place d'un cadre permanent de dialogue et de concertation							
Résultat 1.1 Renforcement des espaces de dialogue et de concertation	Indicateur 1.1.1 Espaces de concertation sur les priorités de la transition sont établis et renforcés dans le pays.	- Aucun espace disponible	Au moins 8 dialogues sont tenus à raison d'un par région administrative	Plus de 60 dialogues ont été menés par différents acteurs dans différentes préfectures et à Conakry		-Les rapports des rencontres -Les listes des participants -les archives vidéo des rencontres	Les thèmes des dialogues ont portés sur l'unité nationale, la coexistence pacifique, le respect du code de conduite des partis politiques, le vote apaisé
Résultat 1.2 Appui aux médias pour le dialogue et la transition	Indicateur 1.2.1 Un code de conduite des medias pendant la période de transition est élaboré et mis en place.	-Code de déontologie disponible mais non suivi - les journalistes tiennent des propos inappropriés	1 code sur la charte de comportement des médias pour la promotion de la paix est disponible	1 code a été élaboré et ratifié par 37 organes de presse dont le principal réseau des journalistes de presse privée et le réseau des 23 radio rurales et communautaires		-le document du code avec les signatures	Pratiquement toute la presse publique et privée guinéenne a adhéré à cette charte de conduite. Une rencontre d'évaluation a été organisée par les média après les élections présidentielles, preuve de l'appropriation du code
	Indicateur 1.2.2 Les médias promeuvent le dialogue et l'apaisement.	-les messages d'appel à la paix sont rares durant la période de début de la transition	Au moins 100 messages de paix sont diffusés par chaque radio en Guinée	-Plus de 1680 spots ont été diffusés dans les principales langues nationales et en français (dont 120 spots par radio en moyenne) -plus de 03 tables rondes radiotélévisées ont été organisées avec des leaders d'opinion -1 spot regroupant		-les archives CD des spots, sketches et des émissions - les rapports des ONG partenaires d'exécution	Le spot des leaders politiques appelant à un vote pacifique a été diffusé par la chaîne internationale Africa 24 (voir lien en annexe)

				17/24 leaders politiques a été élaboré et diffusé			
Résultat 1.3 Appui au processus de la transition, et aux mécanismes de dialogue établi dans ce contexte	Indicateur 1.3.1 Une assistance technique est mise à la disposition des organes de la transition pour appuyer le toilettage de la Constitution et les autres mécanismes de dialogue établis	Le Conseil National de Transition (CNT) ne dispose pas d'appui ni de moyen matériels	Prise en charge d'experts Dotation en matériel bureautique Formation des membres du CNT	-9 assistants parlementaires ont été mis à disposition du CNT pour faciliter les travaux des commissions -3 voyages d'étude des commissaires -50 commissaires formés sur la médiation et la prévention des conflits		-rapports des commissions du CNT -lettre d'appréciation du CNT	L'appui au CNT a été indispensable pour la formulation de la nouvelle constitution guinéenne ainsi que le code électoral qui ont été élaboré et validé un mois avant le scrutin du premier tour des élections présidentielles
Résultat 2: Mise en place d'un programme de réconciliation							
Résultat 2.1 Un programme national de réconciliation est élaboré	Indicateur 2.1.1 Des actions de formulation du programmes sont menées		Un programme est disponible	-1 rapport intermédiaire est disponible		Rapport, listes des participants aux rencontres	
	Indicateur 2.1.2 Des actions pilotes de soutien à la reconnaissance juridique et de plaidoyer en faveur des victimes sont entreprises		Un accompagnement est fait pour les victimes du 28 septembre 2009	-une cellule d'écoute et de veille a été fonctionnelle pendant le premier trimestre 2010 pour identifier les victimes		rapport	
Résultat 3: Renforcement des capacités de négociation et de médiation							
Résultat 2.2 Renforcement des capacités de négociation et de médiation	Indicateur 2.2.1 Renforcement des capacités des acteurs de la société civile	La société civile est bien structurée et dispose d'un réseau actif dans la prévention des	Au moins 7 Ateliers de formation en faveur des acteurs de la société civile au niveau local, régional et national sont organisés.	14 rencontres de formation de la société civile et des leaders locaux sont organisés à raison d'une rencontre par		Rapport Liste des participants	

		conflits, mais leurs interventions ne sont pas systématisées		région administrative 2292 personnes formées			
	Indicateur 2.2.2 Renforcement des acteurs gouvernementaux et traditionnels	Les nouveaux acteurs de la transition et les leaders traditionnels ont un rôle major à jouer pour l'apaisement, mais ils ne disposent pas des outils approprié à cet effet	Des ateliers de formation sur la négociation et la médiation en faveur des acteurs étatiques y compris la police au niveau local, régional et national sont organisés en vue de soutenir le processus électoral.	90 cadres du gouvernement et des institutions républicaines sont formés sont la prévention des conflits		Rapport Liste des participants	



Une séance de formulation de message pour des spots sur la coexistence pacifique, journalistes, personnes ressources nationales et personnel du projet



Couverture du code de bonne conduit des medias pour une transition apaisée en Guinée



Séance publique de sensibilisation des jeunes des alliances politiques à Conakry

